



Revue de l'actualité

Editorial

IXTAHUÁCAN CHIQUITO, 21 AOÛT 2006

Par Philippe Marineau-Dufresne et Mélissa Goupil-Landry
Accompagnateurs à Ixtahuacán Chiquito de septembre à décembre 2006.

9h00 du matin : huit hélicoptères de l'armée guatémaltèque se posent sur le terrain de foot de cette petite communauté reculée, aux portes du Mexique. En sortent des dizaines de soldats lourdement armés en tenue de camouflage, avec des passe-montagnes ou de la peinture noire sur le visage. Ils entourent rapidement l'école primaire où se retrouvent prisonniers près de 125 élèves. À la pointe du fusil, ils font entrer les femmes présentes dans le moulin à maïs, d'où elles ne peuvent plus sortir. Alertés par les bruits de moteur, les hommes reviennent des champs pour voir ce qui se passe, mais l'accès à leur village leur est interdit par les militaires. Seuls quelques uns parviennent à entrer et tentent de comprendre ce qui se passe, mais le fiscal du Ministère Public ne leur donnera que très peu d'information et ne montrera jamais de mandat pour justifier cette opération.

Pendant ce temps, une poignée de soldats réquisitionnent de la communauté des pioches et des pelles et se dirigent vers « les ruines », une colline sacrée au centre de la communauté. Ils se divisent les outils et, de part et d'autre de la petite élévation, commencent à creuser. Nous apprendrons plus tard que le but de cette opération était de trouver des armes enfouies sous la terre et destinées à être vendues à certains narcotrafiquants de la région. Au bout de quelques heures, ils abandonnent pics et pelles et plient bagages.

Bilan : Femmes et enfants sont séquestrés pendant près de 6 heures. Deux trous de quelques 3 mètres de profondeur et larges de 2 mètres ornent les ruines. Un rapport du Procureur des Droits Humains (PDH) incrimine les responsables de l'opération pour les violations de droits humains perpétrées en ce jour. Plusieurs familles du village et des environs, croyant à une reprise de la violence des années 80, ont fui au Mexique. Et une peur vieille de 25 ans est ravivée...

Dans cette revue

Éditorial : « Ixtahuacán Chiquito, 21 août 2006 »	P. 1
Entrevue avec la Pastoral sociale de l'Ixcán	P. 3
Chronique d'une accompagnatrice : « Que les chiens qui pleuraient... »	P. 5
Nouvelles du Sud :	P. 7
Nouvelles du Nord	P. 12
Ont participé à cette revue :	P. 13

Brève histoire d'Ixtahuacán Chiquito

Située dans la forêt dense de l'Ixcán, dans le département du Quiché, à la limite du Mexique et de Huehuetenango, cette petite communauté naît dans les années 60, quand des agriculteurs de San Idelfonso Ixtahuacán (Huehuetenango) viennent cultiver les terres fertiles de la région. Ils s'installent rapidement, prennent possession légalement de leurs terres dans les années 70 et défrichent leurs parcelles de terrain.

Toutefois, la guerre civile qui fait rage vient tout changer en 1982. En cette année, l'offensive sanglante de l'armée dans la région terrorise la population et plusieurs fuient au Mexique. Ainsi, quand les militaires entrent à IC, le village est vide. Ses habitants se trouvent soit dans un camp de l'autre côté de la frontière, soit dans une communauté en résistance (CPR) dans la jungle environnante. Le village en entier est brûlé, de même que les champs, les animaux et tous les biens appartenant aux gens de la communauté.

Les quelques 65 familles resteront au Mexique jusqu'en 1995, date à laquelle ils reviennent chez eux avec deux accompagnateurs internationaux. Petit à petit, ils rebâtissent et retrouvent leur mode de vie normal. Ils bénéficient d'un accompagnement constant qui prend toutefois fin en 2001, vu le haut niveau d'organisation, d'unité de la communauté, ainsi que le calme qui y règne. Certains accompagnateurs leur rendent visite de temps à autre et ainsi tous se souviennent d'ACOGUATE et n'hésitent pas à contacter la coordination le 21 août. La communauté nous ouvre alors ses portes pour trois mois, c'est-à-dire jusqu'en décembre 2006.

Conséquences (et peut-être aussi causes) du 21 août 2006

Quelques mois plus tard, plusieurs doutent encore de la pertinence de ce raid. En fait, personne ne croit à la version officielle de l'armée, qui laisse sous-entendre très clairement que la communauté collabore avec les narcotrafiquants de la région et que ses habitants (anciens réfugiés, résistants et guérilleros) nuisent aux efforts gouvernementaux visant à rétablir la paix et l'ordre dans le pays. Aucune preuve n'a été fournie pour justifier une telle intrusion, aussi musclée qu'inattendue et terrifiante.

Mais surtout, analystes politiques, défenseurs des droits humains et PDH condamnent la façon dont les militaires ont mené l'opération; arriver à l'improviste avec une grande quantité d'hommes, séquestrer séparément et à la pointe du fusil enfants et femmes, encercler les édifices importants du village pour empêcher les hommes de retrouver leur famille, entrer de force dans chaque maison pour y chercher des choses ou des gens, se couvrir le visage pour ne pas être reconnu, ne fournir aucune explication sur les motifs de l'opération... Ce sont là des tactiques ayant été utilisées durant les massacres de la guerre civile dans le but de faire un maximum de victimes et de dommages, tant physiques que psychologiques.

Mais pourquoi, 10 ans après la signature des accords de paix, recourir à ces mêmes méthodes si ce n'est pour, encore une fois, terroriser la population ? Si on ne peut affirmer que ce soit là la cause des événements du 21 août, on peut toutefois dire avec certitude que cela en est la conséquence. Même les plus jeunes qui n'ont qu'entendu parler des années 80 sont terrifiés à l'idée que les soldats pourraient revenir un jour pour les tuer. Toutes ces années de travail pour édifier une communauté solide, stable et prospère. Et quelques heures pour retomber dans l'enfer de la peur de l'État.

Les mégaprojets de l'Ixcán

Colonisée il y a 40 ans, l'Ixcán est encore une région bien peu connue. On sait depuis longtemps qu'il y fait très chaud et que les terres sont parmi les plus fertiles du pays. Mais depuis peu, elle fait l'objet d'études plus poussées de la part d'entreprises pétrolières et hydroélectriques, vu le potentiel du sol et du sous-sol dans les deux domaines. Ces projets ont, bien évidemment, l'appui quasi-inconditionnel du gouvernement, à qui ils profiteront tant monétairement que politiquement (s'il veut se faire réélire lors des élections présidentielles de 2007). Nous observons donc, peu à peu, ces compagnies qui tentent d'acquérir, à coup de promesses et de prix intéressants, les terres qui leur permettraient de réaliser leurs projets.

Là où le bât blesse, c'est lorsque l'on demande aux actuels propriétaires des terres, des paysans mayas, s'ils veulent en toute connaissance de cause, vendre leurs terres. La réponse : non.

Bien sûr, quand les entreprises font miroiter des projets de construction d'écoles, d'approvisionnement en électricité et d'embauche massive pour les chantiers, les gens sont tentés. Mais il existe plusieurs organisations qui parcourent les communautés pour donner des informations supplémentaires sur les effets de l'implantation de telles entreprises : pollution de l'air; contamination du sol, des eaux; maladies et maux qui en découlent; perte de terres cultivables (surtout dans le cas des barrages hydroélectriques, dont les réservoirs inondent inévitablement des arpents complets de terres arables) en plus de l'augmentation incroyable du débit routier et de l'arrivée massive de machines et d'inconnus qui entraîneraient à coup sûr une perte de la quiétude actuelle de la communauté. Ces séances d'information permettent également de mettre en garde les gens contre les promesses des compagnies, qui trop souvent par le passé n'ont pas été respectées (comme, par exemple, le droit des populations à décider du sort de leurs terres qui n'est pas respecté dans le cas du projet minier de San Marcos...)

Plusieurs communautés prennent les devants et signent les actes légaux confirmant que personne ne vendra ses terres à de telles compagnies. L'Ixcán s'organise de mieux en mieux et des consultations publiques sur l'avenir de la région sont prévues pour la prochaine année, au grand désespoir des entreprises internationales, qui doivent désormais œuvrer dans le plus grand secret pour créer des clivages dans les communautés et ainsi, peut-être, un jour acquérir quelques parcelles de terrain.

Revenons alors au 21 août. Devant une incapacité de l'armée et du Ministère public à légitimer leur entrée brutale à Ixtahuacán Chiquito (un village uni et bien organisé) et dans ce contexte de mobilisation populaire contre des projets hautement intéressants pour le gouvernement, est-il complètement illogique d'avancer que jamais personne n'a cru à l'existence de ces armes enfouies sous la terre et que les motivations des autorités à envahir les lieux étaient toutes autres ? Nous vous laissons le loisir de tirer vos propres conclusions...



Pour une analyse plus complète de la conjoncture politique et économique de l'Ixcán et de la [re]militarisation de la région, consulter l'entrevue de Pascual Pérez, de la Pastoral Social de l'Ixcán, ci-bas.

Trou excavé lors de l'opération militaire le 21 août à Ixtahuacán Chiquito. (ACOGUATE, 2006)

Entrevue

AVEC LA PASTORAL SOCIALE DE L'IXCÁN

La Pastorale sociale (PS) de la région de l'Ixcán représente « un effort de l'église catholique d'appuyer les communautés dans leurs démarches pour devenir acteur de leur propre développement. » Pascual Pérez est coordonnateur du volet terre dont l'objectif est d'accompagner les communautés qui sont dans l'attente de recevoir la sécurité juridique de leurs terres. L'entrevue a été réalisée, le 6 novembre 2006, par Philippe Marineau-Dufresne et Mélissa Goupil-Landry dans les bureaux de la Pastorale sociale de l'Ixcán.

PAQG : Quels sont les méga-projets prévus pour la région de l'Ixcán ?

PS : Il y a trois grands projets présents dans la région de l'Ixcán : l'hydroélectricité, l'extraction du pétrole et l'autoroute de la transversale du Nord.

Premièrement, il y a le barrage hydroélectrique Xalalá, un projet de 500 millions de dollars envisagé dans le Plan Puebla Panamá (PPP). Cependant, ce projet ne viendra pas résoudre le manque en énergie électrique des communautés de l'Ixcán, mais vient plutôt renforcer les réseaux énergétiques d'Amérique centrale se rendant jusqu'en Colombie. Et ils justifient l'intrusion en disant « qu'il n'y a pas de communautés ni personne à l'endroit où va se construire le barrage. » Ainsi, je me demande que représentent les autochtones de la région ? Sont-ils des monstres ? Des animaux ? Des déchets ? Il n'existe, pour le moment, aucun plan de relocalisation ou d'indemnisation pour eux. Plusieurs techniciens viennent avec des pompes et de l'équipement à l'orée de la rivière et se font passer pour des étudiants, des membres d'organisations venant de la capitale ou des professeurs, ils ne disent surtout pas qu'ils sont des employés de l'entreprise liée au barrage de Xalalá. Il y a plusieurs indices démontrant qu'ils préparent le terrain pour déloger les gens de leurs terres.

L'autre grand projet est la prospection pétrolière. Plusieurs zones importantes dans la région de l'Ixcán ont déjà été octroyées à l'entreprise britannique, Petro-Latina et aussi à l'entreprise française, Perenco. C'est la même situation que dans le cas du barrage, il n'y a pas d'informations. Ils disent que le tout va générer le développement et des emplois. Mais la question reste : un développement pour qui ? Ce que nous critiquons, c'est le manque d'informations, le manque de bénéfices directs pour les communautés qui sont celles qui en ressortent le plus affectées, car nous devons le souligner, la pollution causée par la production pétrolière est énorme. Nous exigeons qu'il y ait transparence et un réel engagement social de la part des entre-

prises afin de dédommager les pertes encourues à l'environnement et à la société.

Finalement, il y a aussi la construction de l'autoroute de la partie transversale du Nord. Nous avons lutté afin qu'il se construise une autoroute pour l'Ixcán, mais à présent, avec l'échec du café, de la cardamome et du caoutchouc, les grands propriétaires terriens envisagent la possibilité d'augmenter la présence de l'écotourisme dans la région. Dans le cadre du Plan Puebla Panamá, on parle de l'implantation d'un corridor biologique méso-américain qui couvrirait toute une partie des territoires du Mexique jusqu'au Nicaragua et qui servirait de zone d'étude de la faune et la flore. Cependant, il faudrait aussi inclure dans cette zone le tourisme avec ses chalets, ses hôtels, ses bungalows et ainsi donc améliorer le réseau routier. Ce n'est pas un hasard non plus que l'autoroute de la partie transversale du Nord soit parallèle à l'aqueduc extrayant le pétrole...

Les deux voies pavées suffisent amplement à sortir notre production. Cependant, le gouvernement actuel est en désaccord et dit « que nous allons faire l'autoroute à quatre voies. » De notre côté, nous n'avons pas les conditions nécessaires pour en profiter. De plus, ce que nous désirons, c'est que l'État reconnaisse le réseau routier déjà existant en Ixcán et qu'il déverse, chaque année, les fonds nécessaires pour l'entretenir. Ceci pourrait réellement nous servir afin d'apporter notre contribution au marché national, par exemple, en ce qui concerne les grains de base.

Dans la région de l'Ixcán, à part des rivières, des forêts, du pétrole et du bois d'œuvre, il existe aussi un autre potentiel à développer, celui de la terre. En effet, le sol est suffisamment fertile et apte pour la production de palmiers africains et celle de la canne à sucre qui servent à produire l'éthanol et le bio-diesel. Tout ceci représente une autre incertitude planant sur l'Ixcán et, pour laquelle, il va y avoir assurément un coût social élevé.

PAQG : Vous avez donné des ateliers d'informations sur les événements survenus à Ixtahuacán Chiquito dans plusieurs communautés de l'Ixcán. Comment ont réagi les communautés face à la possibilité que les méga-projets se réalisent dans la région ?

PS : La plupart des communautés sont isolées et n'ont pas accès à l'information technique et ponctuelle comme nous. Alors, quand nous avons discuté avec les gens, ils se sont tout de suite inquiétés. Comment est-ce possible ? Mais quand nous avons montré les papiers avec les cartes, ils disaient alors, bon... qu'allons-nous faire ? Et nous leur disions que c'est eux qui allaient faire quelque chose et dire ce qu'ils pensaient, car c'est leur terre, leur communauté et leur vie.

Les gens subissent une campagne de désinformation, une campagne de destruction des terres sous le prétexte que « j'ai payé

ta terre et j'ai acheté un de tes lots.» Et ils achètent les terres à un prix parfois un peu plus élevé, c'est vrai. Mais ces parcelles de terres ne redeviendront jamais la propriété du paysan. Alors, le futur de leurs fils devient précaire. Je crois que les gens, dès qu'ils ont accès à l'information, réagissent premièrement avec nostalgie de se rendre compte que, depuis des années, ils ont été manipulés, trompés et impliqués dans des processus qui ne sont pas les leurs, mais ceux de l'extérieur.

PAQG : Avec ces nouvelles informations, que peuvent et que vont faire les communautés de l'Ixcán ?

PS : L'État et l'industrie privé ont déclaré que nous ne faisons que protester et que nous n'apportons pas de propositions. Or présentement, c'est le contraire. Nous avons des propositions, mais eux ne veulent pas en discuter et ne désirent pas non plus les intégrer à des tables rondes ou à des processus de négociation. Les communautés se sont déjà réunies, par exemple dans le cas du barrage à Xalalá. Il existe une coordination, un réseau de communautés qui sont contre les barrages. Le recours à l'organisation communautaire, aux espaces institutionnels légaux, comme le Conseil au développement, les fédérations de coopératives, les associations, les entreprises paysannes sont aussi des ressources importantes. Les gens ont donc fait des propositions.

Cependant, il faut un haut niveau de conscience afin de contrer ces manigances, car ils peuvent aussi bien creuser un puit de 2 kilomètres et extraire tranquillement le pétrole pendant que les gens dorment. Or, durant leur sommeil, en dessous de leur lit, le sang de la terre-mère est pompé vers l'extérieur.

L'État et l'industrie privé nous critiquent d'être contre le développement en Ixcán, ils nous disent que nous bloquons le progrès, mais en fait, c'est tout le contraire. Nous devons nous mobiliser pour défendre l'institutionnalisation et la légitimation de cette municipalité. Sinon, la situation sera chaotique, l'institution va se démanteler, il pourrait y avoir une militarisation ou une re-militarisation de l'Ixcán. L'opération militaire dans la région d'Ixtahuacán Chiquito reflète bien ce qui pourrait se passer, et heureusement la mobilisation et la solidarité ont pu avorter les intentions qu'avaient les militaires.

PAQG : Sur quoi peut se baser la résistance des communautés ?

PS : L'État du Guatemala a adopté des lois dont celle des Conseils de développement urbain et rural et celle du Développement social. De plus, il y a les Accords de paix et les conventions internationales sur les ressources naturelles et sur les peuples autochtones que l'État a adoptés et ratifiés. Entre autres, la convention 169 de l'Organisation internationale du travail où l'on établit clairement que les communautés ont le droit d'administrer leurs propres ressources, d'être consultées, de présenter des plaintes et d'exiger la justice. Tout ceci est clair pour

nous, mais ne l'est pas pour l'État. Je ne sais pas pourquoi ils ont signé ces accords s'ils ne désiraient pas les respecter... ou peut-être pensaient-ils que les gens étaient à ce point stupide. Pour nous, ces accords sont des outils de bataille pour défendre les ressources naturelles au Guatemala et surtout dans la région de l'Ixcán.

PAQG: Que pensez-vous du propos qui voudrait que l'opération militaire à Ixtahuacán Chiquito avait comme but de détruire le mouvement de résistance dans l'Ixcán ?

PS : Premièrement, il faut se souvenir qu'il existe une forte histoire de résistance dans l'Ixcán. Durant la guerre, il y a eu une grande résistance tant du point de vue de l'insurrection que des Communautés de populations en résistances (CPR) qui ont lutté comme population civile et non comme combattant. De plus, les réfugiés et les retournés ont défié le pouvoir militaire lors de leur retour dans les communautés. Tout ceci a causé une certaine frustration dans l'armée, car ils ne pouvaient soumettre la résistance du peuple au contrôle militaire.

Dans le contexte actuel, les gens s'organisent par nécessité, car il n'y a pas d'autres moyens d'autodéfense face aux mégaprojets qui s'implantent dans la région. De plus, l'opération militaire à Ixtahuacán Chiquito envoyait un message précis : « Nous pouvons arriver et occuper ces terres et faire ce que bon nous semble. » Tout ceci était précisément monté pour mesurer les forces, pour mesurer la capacité d'organisation de la population. La rumeur qu'il y avait des armes à Ixtahuacán Chiquito est totalement fausse.

Cependant, il y a eut une réaction forte des organisations sociales tant au niveau local qu'au niveau national et international. Ils ont réussi à ce que les forces militaires se sentent bien petites pour un moment. Déjà, ce n'était plus le même pouvoir que lors de la guerre. Le peuple demande que l'on respecte les garanties constitutionnelles et légales du pays. Les communautés exigent que l'armée soit réellement une armée de paix et non une armée répressive.

PAQG : Est-ce que vous croyez que la venue des prochaines élections pourrait pousser le gouvernement actuel à mettre en œuvre plus rapidement la réalisation des mégaprojets ?

PS : Oui, tout est une question d'affaires et de politique. Nous savons bien qu'Oscar Berger et d'autres aimeraient que les projets se réalisent afin de les présenter comme des réussites lors de la campagne politique. Je crois que la campagne électorale sera plus sale que d'habitude et qu'elle va mener à des meurtres, des agressions, etc. Cela a toujours été le cas, mais ça pourrait aller en augmentant maintenant.

Chronique d'une accompagnatrice

Le 5 décembre 2006, l'Audience nationale espagnole a envoyé un dossier à la Cour suprême de justice du Guatemala avec en annexe les mandats d'arrêt et d'extradition contre les militaires Efraín Ríos Montt (chef de gouvernement par coup d'État du 23 mars 1982 au 8 août 1983), Humberto Mejía Víctores (chef de gouvernement par coup d'État du 8 août 1983 au 14 janvier 1986) et Benedicto Lucas García (chef de l'État major de l'armée durant le gouvernement de son frère, Lucas García, de 1978 à 1982) pour délits de génocide, torture, terrorisme et détention illégale.

Les mandats d'arrêt ajoutent à la première demande présentée à l'Audience nationale, la détention de Ángel Aníbal Guevara (ministre de la Défense durant le gouvernement de Lucas García), Donaldo Álvarez Ruiz (ministre de l'Intérieur durant le gouvernement de Lucas García), Germán Chupina Barahona (directeur de la Police nationale durant le gouvernement de Lucas García) et Pedro García Arredondo (chef du 6^e commando de la Police nationale durant le gouvernement de général Lucas García) pour l'incendie de l'ambassade d'Espagne en 1981. L'ex-président, le général Lucas García, n'apparaît pas dans les mandats d'arrêt, son décès étant survenu au Venezuela le 27 mai 2006. Depuis la première demande, Guevara s'est rendu à la justice et demeure reclus dans un centre de détention préventif, Chupina est sous surveillance policière dans un hôpital privé, alors qu'Álvarez y García sont considérés des fugitifs puisqu'ils n'ont pu être localisés.

Même s'il n'y a pas encore beaucoup d'éléments qui nous permettent d'analyser l'impact potentiel des procès en Espagne sur l'impunité au Guatemala, le PAQG reste préoccupé pour la sécurité des membres de l'Association justice et réconciliation, puisque leurs témoignages font partie intégrale de la preuve légale contre les accusés.

Ce qui suit est un de leurs témoignages...

QUE LES CHIENS QUI PLEURAIENT...

Par Marie-Soleil Martineau

Voici l'histoire d'un habitant nous racontant ce qui est arrivé dans son village, je l'appellerai Don Humberto. C'est un nom fictif afin de ne pas nuire à la sécurité de cet homme qui m'a dit : je vais te raconter mon histoire et j'aimerais que tu la ramènes avec toi au Canada pour la raconter. « Hoy sí hablo; si me maten, es por decir la verdad » (Aujourd'hui oui je parle : s'ils me tuent, c'est parce que je dis la vérité). Je vais

donc vous transmettre l'histoire que m'a racontée Don Humberto. Je me suis efforcée de rapporter ses paroles le plus justement possible, en ne faisant que traduire ses mots.

Ils (les soldats) nous ont obligés à faire des rondes (patrouiller le village). Ils ont tué trois de mes oncles dans un village voisin. Les hommes de mon village ont décidé de ne pas patrouiller. Ils nous ont donc accusés d'être des guérilleros. L'armée est venue plusieurs fois dans le village, mais elle ne faisait rien. Un soir, les soldats sont venus à minuit, ils étaient environ une centaine, ils sont restés dans le village. Pour leur montrer que nous voulions collaborer avec eux, nous, les gens de la communauté, avons décidé de leur offrir du café et des tortillas. Les femmes ont préparé la nourriture, elles ont mis le café dans des contenants en terre cuite. Eux, ils ont tout mangé et bu le café et après ils ont cassé ces contenants de terre cuite et les ont tirés dans le chemin. Ensuite, ils nous ont donné l'ordre de nettoyer le chemin. Ils sont partis, puis un hélicoptère est venu lancer un mortier sur le village. On pouvait entendre le bruit des mitraillettes et des grenades, c'est pourquoi je suis parti me cacher chez ma tante, je ne voulais pas que les soldats viennent me chercher. Plusieurs hommes de mon village ont fait comme moi et sont partis. Un homme du village voisin est venu me trouver pour me dire que son frère, qui habite mon village, lui avait dit : « ils ont tué nos femmes! ». Au moment où il m'a dit ça, on voyait la lumière rouge dans le ciel, à cause du feu. J'ai donc décidé de retourner à mon village pour voir ce qui se passait.

Ils étaient en train de tuer nos enfants, ils criaient. J'étais désespéré : « No quedaba nada en el pueblo, solo los chuchos que estaban llorando ». Il ne restait plus personne dans le village, que les chiens qui pleuraient. Les maisons étaient ouvertes, vacantes. Je ne voulais plus manger, j'arrivais seulement à prendre un bol d'eau froide. Je vais mourir...c'est ce que je pensais. Je suis allé chez moi, tout avait été brûlé...Je suis resté là, j'étais tellement triste, je pensais que ma femme était morte. Puis, un homme est arrivé, il m'a dit : « Ta femme est vivante, elle s'est cachée avec huit autres femmes. » L'épouse de Don Humberto intervient dans le récit pour dire qu'elle a tout entendu, tous les cris des femmes et des enfants qui ont été tués. Elle m'a répété souvent que chaque matin en se levant, elle entend ces cris dans sa tête...Don Humberto reprend : Ils nous ont obligés à enterrer tous les morts en une heure seulement, sinon, ils disaient qu'ils allaient nous tuer. Il y avait des avions qui passaient régulièrement dans le ciel. La communauté avait l'air d'un désert, il n'y avait personne, pas de femmes, pas d'enfants, que les chiens qui pleuraient. Les soldats ne sont pas revenus pendant un bon moment, nous avons reconstruit la maison. Puis, tout à coup, ils sont revenus pour dire : « Si no se murieron todos, hay que volver a terminar esa gente ». Puisqu'ils ne sont pas tous morts, nous devons retourner pour en finir avec ces gens.

À ce moment là, ma femme avait son bébé qui avait six jours. Mais nous devions faire l'effort de sortir de la maison et dans la confusion, imagine : nous avons oublié le bébé dans la maison!!! Comme nous ne voulions pas nous faire prendre, nous avons décidé de nous sauver séparément, en pensant : s'ils attrapent l'un de nous, l'autre au moins sera sauf. Donc, ma femme est partie, puis moi aussi, avec l'idée d'aller la rejoindre. Lorsque nous nous sommes réunis, ma femme m'a demandé : « Et le bébé ? ». Moi je lui ai répondu que je croyais qu'elle l'avait amené avec elle. « Qu'allons-nous faire?!! » Je n'avais pas le choix, je suis retourné à la maison chercher le bébé, malgré la crainte de me faire tuer par les soldats. Je sentais la présence des militaires tout près, j'approchais de la maison comme un chat, très bas et sans faire de bruit. J'ai vu des soldats tout près de ma maison, mais je n'avais pas le choix, je devais aller chercher mon fils. Je me suis approché tranquillement, j'ai pénétré dans ma maison et ai récupéré mon fils. Par miracle, il n'a pas pleuré, ni fait un son, comme s'il comprenait que la situation était critique. Ensuite, je suis allé rejoindre ma femme et ensemble nous nous sommes réfugiés dans la montagne.

Il pleuvait, pleuvait sans cesse et nous n'avions même pas un petit bout de plastique pour nous couvrir, tout ce que nous avions c'était les vêtements que nous portions, c'est tout. Puis, ma femme était tellement traumatisée qu'elle ne produisait plus le lait nécessaire pour nourrir l'enfant. Donc, après deux jours dans la montagne, nous sommes retournés à la maison, mais celle-ci n'était plus là, il ne restait plus rien. « *Nos quedamos sin nada* ». Ils avaient brûlé la maison, les arbres à café, le maïs : tout! Nous sommes retournés vivre dans la montagne. Ma femme est tombée malade, elle était enflée de partout, il n'y avait pas de nourriture dans la montagne et elle ne donnait plus de lait. Ensuite, c'est le bébé qui a attrapé sa maladie : il était, lui aussi, tout enflé. Ma femme a décidé de partir vers la côte avec le bébé. Moi j'avais des doutes, si le bébé pleure, les soldats vont t'arrêter...

Ma femme est d'abord partie en ville rejoindre sa famille, mais les soldats harcelaient sa famille alors elle est partie vers la côte et moi je me suis réfugié dans la montagne. À quatre reprises, je suis tombé sur des soldats et j'ai dû me sauver. Je n'étais pas le seul dans cette situation, il y avait plusieurs autres hommes de ma communauté qui étaient eux aussi cachés dans la montagne. Je suis resté quelque temps avec eux, je me souviens, j'ai passé trois jours sans manger, pas même une *tortilla* (galette de maïs). Puis, j'ai décidé de me rendre en ville, même si j'avais peur, pour aller retrouver ma femme. Quand je suis arrivé, sa famille m'a dit qu'elle était rendue dans une *finca* (grand domaine agricole exploité par des propriétaires non autochtones) sur la côte. Le problème, c'est qu'elle aussi avait eu l'idée de me rejoindre alors on s'est croisé sans se voir! Mais elle est revenue à la *finca* à Retahuleu où on voulait m'obliger à patrouiller...Nous

sommes donc allés travailler dans une autre *finca*, je ne voulais pas patrouiller.

Après avoir travaillé à la *finca*, nous avons décidé de revenir chez nous, j'avais une lettre de recommandation de mon patron qui disait que je n'étais pas un guérillero, je pensais que ça allait m'aider. Mais cette fois-là, j'ai été obligé de patrouiller. En plus, nous avons dû demander la permission pour pouvoir retourner dans notre village. Nous avons reconstruit notre maison, dans un endroit différent, l'ancienne était plus loin. Peu à peu, tous les survivants sont revenus. Il s'est passé environ deux ans avant que nous puissions revenir chez nous... « *Sufrimos bastante* » Nous avons beaucoup souffert. Quand la violence se termine, les problèmes continuent, surtout la maladie. J'ai dû vendre le terrain que je possédais dans le village voisin pour pouvoir payer le médecin, en plus de tout l'argent que j'avais gagné sur la côte. Aujourd'hui, j'ai surtout peur que la violence revienne, j'ai peur que mes enfants vivent cela. Je ne veux pas qu'ils souffrent autant que nous...Maintenant nous sommes pauvres, la pauvreté est due à la violence mais nous ne recevons pas d'aide...En tout, 226 personnes sont mortes ici dont 45 enfants... « *Así es pues* », voilà, c'est comme ça...

*Voilà l'histoire de Don Humberto, elle nous aide à comprendre le stress et la tristesse que ces gens ont vécus, tout comme les effets post-traumatiques de la violence politique. Comme c'était gêné de sa part de me raconter son histoire et comme il voulait que je la partage avec vous. Voilà, je l'ai écrite en pensant à lui, à sa femme et à leurs six enfants, dont ce jeune homme de 22 ans que son père a réussi à sauver en risquant sa vie. Ce dernier m'a dit que même s'il ne se souvenait pas de ces événements, il souffre aujourd'hui du « *susto* », une maladie qui découle de la peur.*



Communauté de Ixtahuacán Chiquito, Cantabal (Playa Grande), El Quiche. (ACOGUATE 2006).

Nouvelles du Sud

Les articles contenus dans cette section sont tirés des nouvelles d'information du Centre d'étude du Guatemala de novembre 2006.

Arrestation de militaires et civils réclamés par l'Espagne; Ríos Montt ne figure pas parmi eux

Le tribunal de cinquième instance du Guatemala a jugé recevable la demande de l'Audience nationale espagnole (ANE), qui réclamait la capture et l'extradition de trois militaires ainsi que de deux civils accusés de génocide, terrorisme, torture, assassinat et détentions illégales au cours des années 80.

En conséquence, le lundi 6 novembre, l'Audience nationale espagnole a ordonné à la Police nationale civile (PNC) l'arrestation, dans le but d'une éventuelle extradition, de l'ex-chef d'État, le général Óscar Humberto Mejía Vítores, du général Ángel Anibal Guevara Rodríguez et du colonel Germán Chupina. Elle a également ordonné l'arrestation de civils tels que l'ex-ministre du Gouvernement Donaldo Álvarez Ruiz et de l'ex-chef du Commandement numéro 6 de la police Pedro García Arredondo.

L'ex-chef d'État Efraín Ríos Montt figure également sur le mandat d'arrêt pour crime de génocide livré par le juge espagnol Santiago Pedraz. Toutefois, les juges Morelia Ríos, Isaías Figueroa et Bégica Deras Róman, membres du Cinquième tribunal considèrent que l'enquête espagnole a failli à sa tâche en ne fournissant pas suffisamment d'éléments quant à l'implication du général dans les événements de l'incendie de l'ambassade d'Espagne, où plusieurs ont trouvé la mort.

La Commission de clarification historique témoigne que pendant la période du gouvernement de Ríos Montt se sont produits 69% de toutes les exécutions extrajudiciaires, 41% des agressions sexuelles et 45% des cas de torture parmi tous les cas enregistrés. Cette information peut être lue dans le mandat d'arrêt de l'ex-dirigeant du Front révolutionnaire guatémaltèque (FRG).

L'Espagne a de plus exigé la détention de Fernando Lucas García, décédé récemment au Venezuela. Une erreur similaire aurait empêché la capture de Ríos Montt et pour cette raison la Fondation Rigoberta Menchú demandera que soient réparées ces erreurs, a déclaré Eduardo de León, membre de la Fondation.

Le tribunal de cinquième instance, suite à la réception de la première déclaration des accusés, analysera si sont respectées

les exigences du Traité d'extradition entre le Guatemala et l'Espagne. Il attendra ensuite les recours d'appel des avocats de la défense. Selon ce que décidera la cours d'appel, on s'attend à ce que des recours de défense soient déposés à la Cour constitutionnelle.

José Toledo, avocat du général Guevara Rodríguez, a déclaré qu'indépendamment du résultat du Traité d'extradition et des normes du droit international en vigueur, les normes constitutionnelles nationales étaient hiérarchiquement supérieures et garantissaient la liberté de son client au moyen des mesures substitutives.

Le général Ángel Anibal Guevara Rodríguez, ex-ministre de la Défense pendant le gouvernement de Fernando Romeo Lucas García, a été arrêté mardi le 7 novembre à sa sortie du Cinquième tribunal, où il s'était volontairement présenté. La juge Ríos, lui a lu les charges retenues contre lui pour son implication dans l'incendie de l'ambassade d'Espagne, qui eut lieu le 31 janvier 1980 et où moururent 36 personnes dont trois Espagnols. De plus, on lui attribue le meurtre des prêtres Faustino Villanueva, José María Gran Císera et Juan Alonzo Fernández. Un quatrième religieux, Carlos Pérez Alonzo a été enlevé le 2 août 1981 sans qu'on ne retrouve son corps, a affirmé la juge. Guevara, âgé de 81 ans, a été transporté à un hôpital de la zone 18 où il est gardé en réclusion depuis.

Le Général Chupina Barahona, âgé de 82 ans, ex-directeur de l'ancienne Police nationale, a également été arrêté et hospitalisé dans un hôpital de Boca del Monte, Villa Canales, Guatemala, où se trouve sa résidence, et ce à cause de son état de santé fragile. Carlos de León Velasco, avocat de Chupina, a affirmé que la situation que vivait son client risquait de le mettre en danger de mort.

Le défenseur de Mejía Vítores, Fernando Linares Beltranea, a annoncé que son client se présenterait devant la justice au moment où il le considérerait opportun. Il a ajouté que les mandats d'arrêt exigés par l'Audience nationale d'Espagne étaient inconstitutionnels et clairement « politiques » car le tribunal n'a pas ordonné la capture de Ríos Montt argumentant qu'on lui attribue les mêmes faits que les autres avec la différence qu'en aucun moment il les ait commis.

Mardi le 13 novembre, le tribunal de cinquième a accédé à un appel interjeté par Linares et a révoqué le mandat d'arrêt contre Mejía Vítores, qui argumentait que son client remplissait des charges administratives au moment des faits qui lui sont reprochés et que par conséquent, il n'était pas en son pouvoir d'en ordonner l'exécution.

Le tribunal de cinquième instance n'a pas émis de mandat d'arrêt contre Benedicto Lucas García car son dossier était depour-

vu de fondement quand aux faits illicites qu'on lui attribuait. Quant à Donaldo Álvarez Ruiz, le mandat d'arrêt à son égard est en vigueur sur le plan international. Suite aux détentions, la justice espagnole dispose de 60 jours pour présenter les demandes formelles d'extradition.

Pendant que la demeure de l'ex-chef d'État, située dans la zone 10 de la capitale est encerclée par plusieurs éléments de la Police nationale civile, les forces de sécurité publique attendent un ordre de perquisition, qui permettrait l'accès au domicile du militaire.

Le ministère public a blâmé la Police nationale civile ainsi que le tribunal pour la mauvaise rédaction du document qui a empêché, à partir du mercredi 8 novembre, l'accès à la demeure de Mejía Víctores et par conséquent son arrestation, réclamée par l'Espagne.

Le parlement Européen appuie l'extradition de Efraín Ríos Montt vers l'Espagne

Le parlement européen a témoigné son appui aux ordres de recherche et d'arrestation promulgués par l'Audience nationale espagnole, à l'endroit de sept militaires guatémaltèques, en vue d'un postérieur jugement et d'une éventuelle extradition. Parmi ceux-ci figure l'ex-président Efraín Ríos Montt, accusé de génocide, torture et détention illégale.

Les présumés criminels, auxquels fait allusion la résolution de la chambre européenne sont, en plus de Efraín Ríos Montt, l'ex-président Oscar Mejía Víctores, l'ex-ministre de la Défense Angel Aníbal Guevera, l'ancien directeur de la Police nationale Germán Chupina Barahona, l'ex-chef du Commandement 6 de la police Pedro García Arredondo ainsi que l'ancien chef de l'État-major de l'armée Benedicto Lucas García.

Le texte, présenté conjointement par les groupes Populaire, Socialiste, Libéral, Vert et de la Gauche unitaire, a reçu l'appui d'une ample majorité. Par le biais de cette résolution, la chambre européenne a rappelé que 83% du nombre de victimes du conflit armé guatémaltèque appartenaient à l'ethnie maya et a mis l'accent sur les 200 000 personnes assassinées ainsi que les 45 000 victimes de disparitions forcées.

Elle a de plus déploré le fait que les individus accusés d'avoir planifié et perpétré ces crimes n'aient pas été poursuivis et que certains d'entre eux continuent à détenir des responsabilités importantes dans l'arène politique. La résolution a finalement souligné que les victimes de la guerre civile n'ont jamais été dédommagées de manière adéquate, que ce soit au niveau matériel ou symbolique.

Entre-temps, la Fédération internationale des droits de la per-

sonne (FIDH) s'est réjoui de la résolution d'urgence sur l'ordre international d'extradition d'ex-dictateurs et ex-militaires guatémaltèques, adoptée par le Parlement européen.

PNUD : Guatemala : le pays le plus injuste de la région latino-américaine

Selon Bernardo Kliksberg, conseiller en politiques publiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Amérique latine est la région du monde présentant le plus d'inégalités et le Guatemala s'avère un des pays les plus inégalitaires de cette région. Cette constatation découle de son analyse du rôle de l'État et des élites dans la région.

Le fonctionnaire a souligné que la pauvreté est principalement due à l'inégalité. Il a en outre indiqué qu'au Guatemala, les 20% de la population la plus riche possèdent 59,5 % de la richesse tandis que les 20 % de la population la plus pauvre détiennent à peine 2,9 % de la richesse. Kliksberg a aussi indiqué que la reddition des comptes est un élément très important et qu'il est nécessaire d'implanter un nouveau pacte fiscal. « Les pays qui ont produit des miracles économiques dans les dernières années ont tous mis la priorité sur l'éducation et la santé, mais ceci ne peut se réaliser sans investissement fiscal » a-t-il ajouté.

Transparence internationale classe le Guatemala comme un des pays les plus corrompus

Le Guatemala présente une légère amélioration, mais continue à faire partie des 11 pays perçus comme les plus corrompus d'Amérique latine. Cette observation se dégage du Rapport sur l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparence internationale, rendu public le lundi 6 novembre au Guatemala par le groupe Action citoyenne (AC).

Selon ces données, malgré une hausse de neuf échelons (de 120 à 111) par rapport à l'année précédente, l'indice ne dépasse pas les trois points, ce qui, selon Alejandro Urizar d'Action citoyenne (AC), traduit une perception de la corruption incontrôlable.

L'élaboration de l'IPC est financée par des institutions comme la Banque mondiale, l'Université Columbia et le Forum économique mondial et présente une liste de 163 pays classés en ordre croissant de niveau de corruption. Le classement obtenu reflète les perceptions des sources consultées.

Manfredo Marroquín, d'Action citoyenne (AC), a déclaré que ce classement nous confirme la relation qui existe entre corruption et pauvreté : « Plus un pays est pauvre, plus il est corrompu ». Il souligne de plus que ce fléau est du à l'impuissance des

institutions étatiques et que son éradication nécessite un effort intégral.

Une recherche d'*El Periódico* révèle que la Police nationale civile (PNC) est dirigée par des ex-militaires

Le directeur de la PNC, Erwin Sperisen a confié des postes de niveaux supérieurs à 30 militaires. Les lieutenants colonels sont ceux qui, du groupe de militaires qui occupent des postes clés au sein de la PNC, occupent les postes les plus élevés, entre autres les secrétariats privé et exécutif ainsi que l'inspection générale.

Claudia Samayoa, du Mouvement des droits de la personne, considère que cette réalité obéit plus à une logique de sécurité plus répressive que préventive. Le rapport de la Fondation Mack (*Guatemala institutionnel sous observation*) indique que depuis la formation de la PNC en 1997, l'expulsion d'agents liés au crime organisé et aux violations des droits de la personne n'a jamais été réalisée.

Afin de donner la place aux militaires au sein de la PNC, Sperisen a créé un espace composé de deux groupes ; le premier destiné à vérifier les agents de police et le second, le département de matériel. Il a également créé le titre de commissaire de l'inspection.

Carlos Vielmann, ministre de l'Intérieur, a indiqué que la tâche des militaires au sein de la PNC consiste à surveiller les actions des agents de police, comme une forme d'audit et non à leur dicter des ordres, responsabilité qui relève plutôt du directeur. Il a ajouté que le fait d'avoir fait partie de l'armée ne devrait pas être un préjudice pour celui qui aspire à un poste au sein du gouvernement.

Ce nouvel accord permet aux individus n'ayant pas suivi de formation policière d'occuper des postes au sein de la PNC. Pourtant, cette situation entre en contradiction avec les Accords de paix et les recommandations de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) effectuée en 2004 et qui stipule que la police se doit d'être professionnalisée, sans quoi on assisterait à un recul en matière de sécurité publique.

Les Accords de paix précisent que la mission de l'armée consiste exclusivement en la défense de la souveraineté du pays. L'objectif de la création d'un nouveau corps policier a été envisagé dans le cadre de l'Accord sur le renforcement du pouvoir civil et la fonction de l'armée au sein d'une société démocratique (AFPC) de 1997, qui suggérait la formation de l'Académie de la PNC dans le but garantir l'admission d'agents mieux formés.

Raquel Zalaya, de l'Association de recherche et d'études socia-

les (ASIES), est d'avis que le gouvernement d'Alfonso Portillo, en octroyant à l'armée le pouvoir de maintenir sous tutelle la force publique, a participé à l'échec de la consolidation des processus de formation.

Confrontation entre policiers et Mayas autour d'un projet miner de nickel

En septembre 2006, des groupes autochtones ont commencé à occuper des terres où deux compagnies minières canadiennes (INCO et Skye Ressources) prétendent en être les propriétaires. En 2004, INCO a vendu ses droits miniers dans El Estor à Skye Ressources tout en gardant les titres de propriété. En avril 2006, Skye a reçu la licence d'exploitation (sur 250 km²) dans la même région sans avoir consulté préalablement la population locale qui a, à maintes reprises déclaré qu'elle ne veut pas de mine sur leur terre. La *Compañía Guatemalteca de Niquel* (CGN) est la filiale de Skye qui opère actuellement dans la région. INCO et Skye ont porté plainte aux autorités guatémaltèques pour l'invasion des terres. Il n'y avait pas eu d'intervention policière avant le 12 novembre 2006. Mais les choses ont changées et il y a eu des évictions forcées et une série de conflits et d'accrochages entre les groupes autochtones, la police, les employés de la compagnie et les villageois faisant plusieurs blessés parmi les manifestants.

Le Mexique autorise l'extradition d'Alfonso portillo

Le Secrétariat des relations extérieures (SRE) du Mexique a approuvé la demande d'extradition de l'ex-président Alfonso Portillo, a indiqué le procureur général Juan Luis Florido. Ce dernier a déclaré que de cette façon il soutenait légalement la poursuite engagée par le ministère public contre Portillo et attendait l'avis officiel par voie diplomatique.

Portillo est sorti du pays au mois de février 2004 à la suite de sa dénonciation pour pillage des finances publiques au cours de son administration. Il a été accusé de pillage pour avoir transféré 120 millions de quetzales du budget de l'armée. Cette somme fut ensuite détournée en direction de la banque étatique Crédit hypothécaire national, d'où elle fut retirée illégalement.

Cependant, le Tribunal d'appel du District fédéral, dirigé par Sandra de Robledo a ordonné la suspension provisoire de la démarche d'extradition en attendant que se résolve définitivement un appel présenté par les avocats de Portillo.

OMCT indique que la police et l'armée pratiquent la torture

Le mercredi 22 novembre, des représentants de l'Organisation mondiale contre la torture (OMT) sont arrivés au Guatemala

dans le but de procéder à l'analyse des dénonciations et des progrès du pays en matière de torture depuis la signature de la Convention des Nations unies. La délégation s'est réunie, avec les représentants des organisations sociales guatémaltèques membres de l'organisme international, afin de recevoir les plaintes concernant le respect des droits humains et principalement celles traitant de détentions illégales.

L'Institut des études comparées en sciences pénales (ICCP) a remis un rapport sur les pratiques de torture contre les femmes détenues. Les résultats indiquent que 47% des femmes détenues sont reclues dans des commissariats, plutôt que d'être amenées dans une maison d'arrêt. Le quart de ces femmes détenues sont torturées par les policiers et 72% ont été humiliées d'une manière ou d'une autre.

Lors d'une réunion tenue jeudi le 23 novembre, des représentants du Ministère public (MP), de l'Organisme judiciaire, de la Police nationale civile (PNC) et des prisons en sont venus à la conclusion que la PNC utilisait des techniques illégales pour obtenir des informations. Myrna Ponce, présidente de la Commission des droits humains du Congrès, a recommandé que les tribunaux étendent leurs services aux provinces, afin d'éviter la réclusion dans les commissariats.

Des organisations de droits humains ont exhorté l'État et ses institutions compétentes à mettre en application les recommandations du Comité contre la torture de l'Organisation des Nations unies.

Les recommandations du Comité contre la torture incluent : des réformes au Code pénal visant à mieux définir le délit de torture, le renforcement de la Police nationale civile (PNC), la réduction de l'intervention de l'armée dans les tâches de sécurité civile, des mesures visant à assurer l'indépendance de l'unité de protection des droits humains et de la commission présidentielle chargée de ce dossier, la restriction de la juridiction des tribunaux militaires dans la mise en accusation des militaires poursuivis pour des délits, et enfin, l'application stricte de la Loi sur la réconciliation nationale, qui rejette explicitement l'amnistie des auteurs de torture et de crimes contre l'humanité.

Plus de deux milles dénonciations pour abus policiers à la ORP

Le dépôt d'environ deux mille dénonciations annuelles au Bureau de la responsabilité (ORP) de la Police nationale civile, démontre que la population dénonce être victime d'abus policiers, dont entre autres, la disparition forcée. Le ministre de l'Intérieur, Carlos Vielmann, a indiqué qu'il existe des procès judiciaires contre 700 policiers et que 1 038 sont destitués pour procédures anormales.

Les statistiques mettent en évidence une augmentation de ce délit que l'on croit généralement être une pratique du passé, comme l'a souligné Veronica Godoy, de l'Instance pour la vérification et l'appui à la sécurité publique (IMASP).

Le bureau de l'Ombudsman des droits de la personne a, quant à lui, rapporté qu'en 2005, 21 accusations de disparitions forcées ont été signalées contre des agents de la PNC. Dans les premiers quatre mois de 2006, 18 autres signalements ont été rapportés.

Des recherches réalisées par la Direction des recherches du Ministère publique indiquent que des agents de la Police nationale civile ont capturé des personnes sans n'avoir reçu aucune ordre et que les victimes ne sont jamais réapparues. Les recherches précisent que les malfaiteurs opèrent en groupes de quatre ou cinq personnes et presque toujours en uniforme, afin de ne pas être identifiés. Ils utilisent des véhicules précédemment volés qu'ils abandonnent, évitant ainsi d'utiliser les véhicules institutionnels qui sont contrôlés.

Le Vaste mouvement de la gauche (MAIZ) devient officiel

Dimanche le 19 novembre, des organisations syndicales, paysannes, étudiantes, religieuses et immigrantes, de concert avec le parti de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), ont rendu officiel le Front politique et social de la gauche, sous le nom Mouvement vaste de gauche (MAIZ – *Movimiento Amplio de Izquierda*). Ils ont présenté le document « Manifeste à la Nation », qui constituera leur base d'intervention dans les milieux sociaux et politiques.

Le document fait ressortir que l'appel, fait le 10 septembre dernier, à la constitution d'un front politique de gauche dont la conviction est de construire « un autre Guatemala possible », a fait renaître l'optimisme face aux possibilités politiques d'un projet de gauche. Cette confiance est issue du fait que de nos jours, en Amérique latine, les forces progressistes et démocratiques de gauche occupent de plus en plus d'espace au pouvoir, et ce, à la suite de vastes luttes sociales.

Dans le Manifeste, les organisations font valoir l'intérêt de coordonner et d'articuler le social et le politique dans un même effort, par lequel chacune de ces instances conservera son autonomie et ses espaces propres. En ce sens, les organisations manifestent leur intention d'appuyer les demandes des professeurs pour une meilleure éducation, le droit des paysans à accéder à la terre, la défense de l'environnement pour les communautés qui s'opposent aux mines à ciel ouvert et les demandes légitimes du corps médical.

Le front vise à ce que son approche de refonte de l'État, qu'il

souhaite multiculturel tout en y incluant des droits clairs pour les communautés autochtones, soit concrète. Des questions sociales et autochtones, il en fait son point de départ de même que le cœur de son activité.

Le front a indiqué qu'il présentera bientôt son programme politique, dans lequel sont développées les idées principales du document de convocation du 10 septembre. Ce programme considère aussi les requêtes faites depuis la Révolution d'octobre, telle que la vision critique des politiques néolibérales qui prennent leur expression au travers des instruments tel que le Traité de libre-échange avec les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (DR-CAFTA) et le Plan Puebla-Panama (PPP).

Les organisations prévoient que les engagements des Accords de paix non accomplis occupent une place de première importance dans leur programme de gouvernance, en particulier en ce qui concerne une réforme de la fiscalité et une réorganisation de la ruralité, dont l'objectif principal serait une réforme agraire.

Le gouvernement suspend la Constitution dans cinq districts municipaux

Avec l'objectif apparent de combattre la contrebande de marchandises, le trafic de personnes, le narcotrafic et le commerce des armes à feu, le gouvernement a suspendu la Constitution dans cinq municipalités de trois départements.

À partir du lundi 13 novembre, et durant huit jours, la Police nationale civile (PNC), de concert avec certains membres de l'armée et procureurs du Ministère public, ont effectué des opérations dans les municipalités de Ayutla, Malacatán et Ocos, de San Marcos, ainsi que dans les villes La Democracia, dans le Huehuetenango et de Coatepeque, dans le Quetzaltenango.

Le directeur la PNC, Erwin Sperisen, a confirmé la détention de trois personnes, accusées de port illégal d'armes, et la saisie de trois ballots de production avicole. Vielmann a fait valoir que c'est une époque où la contrebande de produits et le trafic de personnes, voyageant de manière illégale vers les États-Unis est en augmentation.

800 individus ont participé aux opérations, détenant l'ordre d'exécuter divers mandats d'arrêt. La mesure a été rendue officielle grâce à deux accords de gouvernance qui établissent l'interdiction de faire des réunions dans des lieux publics, de faire des manifestations publiques et des spectacles à l'air libre et de porter des armes. Ils limitent aussi le droit de déplacements en véhicule.

Un tribunal annule le mandat d'arrêt du général Oscar Humberto Mejía Victores

Le tribunal de cinquième instance, présidé par la juge Morelia Rios, a confirmé que le mandat d'arrêt avec fin d'extradition contre l'ex-chef de l'État, Oscar Humberto Mejía Victores, a été annulé suite à l'accord du tribunal au recours présenté par la défense du général retraité.

La juge a expliqué que l'Audience nationale d'Espagne a limité la juridiction des assassinats des nationalistes espagnols aux dates exactes de 1980 et 1981 et que les défenseurs ont fait la démonstration, avec des certifications émises par le ministère de la Défense, que durant ces années, Mejia Victores occupait un poste uniquement administratif, comme chef de la prison de Matamoros.

Pendant ce temps, l'Association des vétérans militaires du Guatemala (AVEMILGUA) avertissait, lundi le 13 novembre, qu'elle entreprendrait des actions légales contre l'Audience nationale d'Espagne, si se concrétisait l'extradition des quatre militaires pour crimes contre l'humanité commis durant les années quatre-vingt. José Luis Quilo Ayuso, président de l'AVENILGUA, a assuré qu'un front de juristes et d'avocats guatémaltèques, chiliens, argentins et péruviens, se tenait prêt à entreprendre des actions.

Les autres militaires désignés par l'Audience sont les généraux Angel Anibal Guevara, ministre de la Défense entre 1978 et 1982, lequel est maintenu au Centre préventif de la zone 18 depuis la semaine dernière, et German Chupina Barahona, ex-directeur de la Police nationale, qui est actuellement hospitalisé.



Ixtahuacan Chiquito, 21 août 2006 (ACOGUATE)

Nouvelles du Nord

¿ QUE PASA EN EL PA ?

Projection du film sur l'accompagnement international au Guatemala

Le 1^{er} février 2007, au cinéma Beaubien, 2396, rue Beaubien Est, à 19 h se tiendra le lancement du film de Nicolas Bergeron sur l'accompagnement international au Guatemala. Ce documentaire fera un survol de l'histoire du Guatemala et présentera deux exemples de cas spécifiques d'accompagnement international illustrés par des entrevues autant avec des accompagnateurs que des personnes accompagnées.

Venez en grand nombre assister à l'événement où le réalisateur du film sera là en personne pour répondre à vos questions. Si vous voulez vous procurer des billets au coût de 5\$ (contribution volontaire suggérée), contactez-nous au bureau du PA.

Projet théâtre « Un hiver rouge au Guatemala »

Le projet avance à grand pas et plusieurs personnes travaillent présentement à la production du spectacle. Une merveilleuse troupe de comédiens-marionnettistes va entrer en répétition sous peu afin de dévoiler leur magie sur scène en avril. Une histoire vous sera contée, celle d'un long hiver rouge qui dura 36 ans dans les hauts plateaux du Guatemala.

Cette pièce de théâtre de marionnettes sera réalisée en hommage aux victimes et survivants du conflit armé des années quatre-vingt. Celle-ci livrera leurs témoignages et racontera l'histoire de la guerre civile de ses sources à aujourd'hui. Cette pièce sera aussi suivie d'une discussion avec le public sur l'actualité et sur la situation des droits humains au Guatemala.

Le théâtre de l'Illusion nous accueillera chaleureusement dans ses locaux pour nos représentations à Montréal du 19 au 22 avril prochain. Nous allons aussi jouer à Sherbrooke, Joliette, Victoriaville et probablement à St Jérôme et Québec (plus d'informations à venir.)

Recueil de texte sur l'expérience de solidarité Québec-Guatemala

Sous peu, un recueil de textes devrait apparaître pour le grand bonheur de tous, rassemblant plusieurs témoignages et informations sur l'accompagnement international au Guatemala au fil des ans. Merci à tous ceux qui ont travaillé à sa conception et

aussi à ceux qui travaillent présentement à sa mise en page finale. Peut-être aurons-nous la chance cet hiver de feuilleter les pages de ce recueil nous livrant des expériences profondes, touchantes et transformatrices.

Soirée témoignage d'ex-accompagnateurs

Un grand merci à tous ceux et celles qui sont venus assister à la soirée témoignage d'ex accompagnateurs récemment revenus du Guatemala. La soirée qui s'est tenue dans une charmante brasserie artisanale l'Amère à boire fut un succès grâce à vous et à votre intérêt porté envers la cause guatémaltèque. Une autre soirée témoignage devrait avoir lieu à l'hiver, visitez notre site pour avoir plus de renseignements : www.paqg.org

Accompagnement et stages internationaux au Guatemala

Quatre personnes du Québec sont actuellement au Guatemala comme accompagnatrices au sein de l'équipe de ACOGUATE, deux travaillant sur les cas de « long terme » avec les témoins de l'Association justice et réconciliation et deux avec les cas de « court terme ». Trois autres accompagnateurs ont terminé récemment leur séjour en décembre après trois mois dans les communautés.

Deux stagiaires du programme de Jeunes stagiaires internationaux de l'ACDI sont aussi présentes au Guatemala auprès de deux organisations guatémaltèques travaillant sur des questions d'équité, genre et santé communautaire.

Nouvelle de la coordination au Guatemala

Après plus de trois ans de dévouement, de labeur acharné et d'engagement solidaire envers la justice au Guatemala, notre super coordonnatrice, Karen Hamilton, laissera sa place à la relève, en l'occurrence, la très motivée et compétente Annie Pelletier. Karen restera encore en poste quelques semaines pour assurer la transition complète. Étienne Roy-Grégoire, ancien coordonnateur du PAQG au Guatemala et actuellement secrétaire de la Coordination de l'accompagnement international (CAIG) reviendra aussi prochainement au bercail après près de cinq ans au Guatemala. Nous vous remercions de votre implication infatigable et nous vous souhaitons bonne chance dans tous vos projets futurs.

Ont participé à cette revue

Rédaction

Philippe Marineau-Dufresne et Mélissa Goupil-Landry, Marie-Soleil Martineau, Karen Hamilton, Anaïs Lagacé

Traduction

Annie Lapalme, Catherine Dutil

Transcription

Michael Fernández (Guatemala Solidarity Network-GSN), Caroline Tessier, Nelly Marcoux

Correction, révision

Yannick Lacoste, Julie Duford, Pascale Boyer, Alissa Lauriault, Nathalie Brière

Mise en page

Nathalie Brière

Coordination

Alissa Lauriault



Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Don. Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de _____ \$

Cotisation annuelle. Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (20\$ ou plus) _____ \$
- membre bénévole (10\$ ou plus) _____ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
 - Comité de la revue d'actualité Soutien à la coordination
 - Comité des actions urgentes Financement
 - Éducation et sensibilisation
- membre institutionnel (30\$ et plus) _____ \$ (pour les associations et les institutions)

Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice

Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du _____ au _____

Prénom, nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél : (____) _____ Courriel : _____

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villeray, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1